

Intervention

Christophe REGNARD
Présidente de l'Union Internationale des Magistrats

Cérémonie d'ouverture de la réunion de l'AEM

Chisinau (Moldavie)
19 mai 2017

Mr Ion DRUTA, President of the Association of Judges of the Republic of Moldova

Mr Andrian CANDU, President of the Parliament of the Republic of Moldova

Mr Mihai POELELUNGI, President of the Supreme Court of the Republic of Moldova,

Mr Jose IGREJA MATOS, President of the European Association of Judges

Mr Giacomo OBERTO, general secretary of the International Association of Judges,

Dear colleagues,

First of all, I would like to warmly thank the association of judges of the Republic of Moldova, and especially you dear Ion DRUTA, for hosting the annual EAJ Springtime meeting.

It is a pleasure for me, for my first European meeting in my capacity of president of the IAJ, to be here and to discover your country.

Si vous le voulez bien, je vais poursuivre cette allocution en français.

L'association des juges de la République de Moldavie nous a rejoint Il y a maintenant plus de 15 ans. Je voudrais rendre hommage à son action en Moldavie pour défendre l'indépendance du pouvoir judiciaire et à nos côtés pour promouvoir ces valeurs dans le monde entier.

J'étais il y a peu au Mexique et au Mozambique pour les réunions des groupes ibéro américains et africains de l'UIM.

A chaque fois, j'ai pu constater combien la situation de la Justice dans le monde est fragile et combien le travail de soutien mené par notre organisation et par les associations nationales pour défendre des valeurs et des principes est indispensable.

En Europe, nous aurons l'occasion d'en parler longuement au cours de prochains jours la situation n'est hélas pas meilleure que sur les autres continents.

Certes, nous connaissons dans beaucoup de nos pays européens des conditions économiques et démocratiques moins dramatiques qu'ailleurs dans le monde. Néanmoins, les attaques contre l'institution judiciaire et ceux qui le servent existent et ont même hélas tendance à se multiplier.

Je pense aux attaques menées contre certains de mes collègues en France pendant la récente élection présidentielle, parce que la Justice a poursuivi, en toute impartialité et indépendance son action, après la découverte de faits pouvant constituer des infractions concernant deux des candidats à l'élection.

Mais cela n'est rien face à la dégradation de la situation en Pologne. Modification de la composition et des règles de fonctionnement de la Cour Constitutionnelle, refus de suivre les propositions de nomination de juges faites par le conseil supérieur de la magistrature sont deux des sujets qui ne peuvent que nous inquiéter et nous inciter à réagir. J'espère que nous pourrions parler de cette situation avec nos collègues de Iusticia.

Enfin, comment ne pas parler de la dramatique situation turque. Plus de 4000 juges et procureurs ont été démis de leurs fonctions depuis le coup d'état raté de juillet 2016, sans aucune procédure individualisée, sans griefs énoncés et sans droits de la défense.

Plusieurs milliers d'entre eux, dont nos amis qui dirigeaient YARSAV, sont détenus, leurs biens ont été confisqués, mettant leurs familles dans une situation personnelle et financière catastrophique.

Cette situation est révoltante. Avec Jose IGREJA MATOS, et les membres du groupe de travail sur la situation des états membres, nous nous battons tous les jours pour aider nos collègues en communiquant dans la presse, en alertant les autorités internationales et en ayant créé un fonds de soutien.

Mais ce combat est difficile, parce qu'en Europe ni l'Union Européenne, ni le Conseil de l'Europe ne prennent vraiment leurs responsabilités, par crainte probablement des représailles du président turc et de l'ouverture de ses frontières, entraînant une hausse considérable du nombre de réfugiés.

Nos collègues et leurs familles sont actuellement hélas sacrifiés à l'aune de considérations géopolitiques navrantes !

L'UIM et l'AEM, en Turquie comme ailleurs en Europe, sont très en pointe pour défendre l'indépendance des magistrats. C'est une action continue qui ne peut porter ses fruits que collectivement. Notre présence auprès des instances européennes à Bruxelles et Strasbourg est essentielle. Mais il nous faut aller plus loin, porter nos propres valeurs et agir pour qu'elles soient reconnues en Europe.

Comme vous le savez, l'idée de mettre à jour la charte universelle sur le statut des juges, adoptée par l'UIM à Taiwan en 1999, est née il y a quelques années. Après un long travail de réflexion au sein d'un groupe de travail que j'ai eu l'honneur de présider, un texte a été

proposé. J'en profite pour remercier vos représentants dans ce groupe, Janja ROBLEK et Giacomo OBERTO, sans oublier notre ami Günter WORATSCH, président d'honneur, pour la qualité de leur réflexion et les apports au texte final.

Le texte qui vous est proposé est riche. Nos discussions pourront je l'espère encore l'enrichir. Je ne doute pas que cette charte actualisée, porteuse de valeurs universellement reconnues, qui devrait être adoptée à Santiago du Chili, sera une étape importante pour voir reconnaître partout dans le monde la place d'un pouvoir judiciaire fort. Cette adoption formelle sera la première étape avant une diffusion large auprès des différents gouvernements nationaux et auprès des instances internationales, notamment l'ONU.

Mais il est un autre projet essentiel que nous allons débattre ici en Moldavie, c'est la proposition d'un Protocole à la CEDH pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'indépendance judiciaire.

Pour reprendre partiellement l'excellent rapport de notre ami Stefan GASS : *“There are no mechanisms to make sure that the member states are applying the international standards”*. Therefore, we have to invite *“the CoE to transform the commonly accepted international standards from non-binding soft law- norms to mandatory rules, e.g. in form of an European Convention on the Independence and Impartiality of the Judiciary”*.

Voilà notre action des prochaines années. C'est une tâche énorme mais essentielle et je remercie nos collègues suisses d'avoir proposé que nous nous engageons dans cette voie courageuse et porteuse d'espoirs.

Une chose est sûre. Individuellement nous sommes faibles. Collectivement nous sommes plus forts.

Pour conclure, je vous souhaite à tous un excellent et fructueux congrès.

Christophe REGNARD